Philippe Rapeneau, président de la Communauté urbaine d’Arras et vice-président en charge de la transition écologique à la région Hauts-de-France, nous a quittés le 31 juillet dernier. Dans le cadre d’un partenariat franc avec Droit au vélo, il a fortement contribué au développement de la politique cyclable sur la CUA. Nous ne l’oublierons pas…

Autre nouvelle plus agréable : le plan vélo vient d’être annoncé par le Premier ministre en personne. S’il a vu le jour, c’est grâce à votre mobilisation : contribution au baromètre des villes cyclables, envoi de cartes postales, interpellation de vos députés… Certes, l’État n’annonce qu’un fonds vélo de 50 millions d’euros par an pour cofinancer les projets des collectivités locales mais, d’une part c’est la première fois que l’État investit aussi fortement sur le vélo (les aménagements sont à la charge des collectivités depuis 1982) et d’autre part je suis persuadé que, si la demande est forte, ce fonds sera en conséquence abondé les années suivantes. De plus, d’autres mesures importantes vont être mises en place : l’apprentissage de la mobilité à l’école primaire, la généralisation du marquage vélo pour lutter contre le vol, la création d’un forfait mobilité durable et l’obligation de stationnements sécurisés dans les gares... C’est un début. Nous incitons les collectivités locales à se saisir de ces mesures : en sollicitant le fonds vélo pour cofinancer des résorptions de coupures urbaines, en incitant les entreprises locales à mettre en place le forfait mobilité durable pour leurs salariés et en l'anticipant pour les fonctionnaires territoriaux (comme la Ville de Roubaix l'a fait avec l’Indemnité kilométrique)…

Au niveau local, la volonté de prendre en compte les mobilités actives continue à se développer. Nous sommes ainsi sur le point de signer une convention de partenariat avec la ville de Béthune et la Communauté d’agglomération du Boulonnais. Deux territoires différents mais un point commun : une volonté d’apaiser la circulation automobile au profit d’une mobilité plus respectueuse du cadre de vie et de la santé des citoyens.

Les mobilités actives progressent… mais ce n’est pas pour autant que tout est gagné ; nous avons encore besoin de votre soutien pour pouvoir un jour rattraper les Pays-Bas ou le Danemark !

Yannick Paillard

Président de l’association